



Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX : énergie renouvelable en Outre-Mer

- France-sur-Mer : un empire oublié
- Quel développement durable pour le petit espace insulaire ? Le cas de l'île de la Réunion
- La consommation énergétique des ménages à la Réunion : vers un retour à l'autonomie par le biais des énergies renouvelables

GEOGRAPHIES : Madagascar

- Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar
- La concertation peut-elle contribuer à la gestion durable d'une ressource halieutique ? La pêche crevettière et l'expérience du projet ZAC à Madagascar
- Spécificités des dynamiques de pauvretés dans deux régions rurales de Madagascar

DEBATS SUR L'AIDE

- Société civile et efficacité de l'aide : enseignements, recommandations et bonnes pratiques
- *Ownership* : l'appropriation des politiques de développement, de la théorie à la mise en pratique
- L'annulation de la dette du Tiers Monde

A NE PAS MANQUER

- Le développement aux périls de la finance : le prix de la crise
- De l'alphabétisation à l'apprentissage tout au long de la vie : tendances, enjeux et défis de l'éducation des jeunes et des adultes en Amérique latine et aux Caraïbes
- La faim dans le monde : vraies et fausses solutions

Agendas

Conférence Mondiale sur la recherche agricole pour le développement

Montpellier, du 28 mars au 31 mars 2010

Organisée par le *Global Forum for Agricultural Research*, cette conférence, qui réunira environ 600 participants issus d'une centaine de pays du Nord et du Sud, se veut une grande consultation multi-acteurs. Elle a pour objectif de discuter des stratégies de programmation de la recherche agricole pour le développement, et de les articuler entre elles en mobilisant les principales parties prenantes du système de recherche agricole international. Cette réunion donnera la possibilité de faire connaître les atouts du pôle de recherche régional à tous les décideurs présents : centres de recherche du Sud et internationaux, bailleurs de la recherche pour le Sud, représentants de gouvernements, d'organisations internationales, de fondations, etc. Elle permettra également d'influer sur la construction des futurs possibles et des choix nécessaires pour y parvenir.

- ▶ **09 – 11 mars 2010** : Forum EURAFRIC « eau et énergie en Afrique », Brazzaville, Congo
- ▶ **11 – 12 mars 2010** : 2^{ème} Conférence microfinance et nouvelles technologies, Planet Finance, Marrakech, Maroc
- ▶ **15 – 18 mars 2010** : Congrès international de l'eau et de l'assainissement en Afrique, Kampala, Ouganda
- ▶ **16 – 17 mars 2010** : Colloque sur la refondation du système monétaire et financier international, CEDIN, Paris, France
- ▶ **21 – 22 mars 2010** : Forum sur le développement de la Chine - la Chine et l'économie mondiale : au-delà de la crise, Pékin, Chine
- ▶ **22 mars 2010** : Journée mondiale de l'eau
- ▶ **22 – 28 mars 2010** : Séminaire sur la conjoncture économique du 1^{er} semestre 2010 en Afrique de l'ouest, Afristat, Bamako, Mali
- ▶ **24 – 25 mars 2010** : Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, Washington, Etats Unis
- ▶ **30 – 31 mars 2010** : Forum international de l'énergie, AIE, Cancun, Mexique
- ▶ **06 – 08 avril 2010** : Forum économique de l'Amérique latine, Cartagena, Colombie

Défis mondiaux

Energie renouvelable en Outre-Mer.

L'ouvrage

France-sur-Mer : un empire oublié

FOLLIOT, P. / LOUY, X., ROCHER, 2009, 217 p.

Cote PFR.037

La France, première puissance mondiale en... 2058. Provocation ? Utopie ? Il est vrai que l'on nous parle du déclin de notre pays et de l'essor prodigieux des économies émergentes du continent asiatique.

La France ne se réduit pas à l'hexagone. Elle dispose du deuxième domaine maritime mondial. Elle s'étend sur trois océans et quatre continents. Avec cet empire maritime et ses savoir-faire, notre pays a le potentiel pour répondre avec succès aux trois grands défis du siècle : la pénurie en eau potable, l'alimentation problématique de 9 milliards d'êtres humains et la question récurrente des ressources énergétiques. Ce livre démontre comment la maîtrise et l'exploitation raisonnée des océans constituent une formidable chance pour l'humanité... Et un véritable projet de développement pour la France de métropole et d'outre-mer. Ce livre fait prendre conscience que c'est grâce aux DOM-TOM, et souvent aux îles les moins habitées, que la France contrôle – tant bien que mal – le deuxième espace maritime du monde. Les Kerguelen, Crozet ou Clipperton (2 km² de terres) lui valent chacune une zone économique exclusive plus vaste que celle de la métropole. Même s'il faut décompter la part du rêve, ce livre fait prendre conscience de ce que pourraient devenir des marchés comme ceux du dessalement, de la culture industrielle des algues ou évidemment des énergies marines.

Le rapport web

Quel développement durable pour le petit espace insulaire ? Le cas de l'île de la Réunion

NATIVEL, C., 2009, 86 p.

À l'heure du réchauffement climatique et de la raréfaction des ressources, tous les territoires du monde sont confrontés au défi du développement durable. Le caractère fini des ressources planétaires fait écho à la situation

insulaire : la terre apparaît soudain comme une île dans l'univers dont nous devons absolument préserver les ressources. Les caractéristiques spécifiques des petites îles en font des territoires représentatifs de nombreux enjeux de développement durable que l'on rencontre à l'échelle mondiale. L'île de la Réunion, département d'outre-mer situé dans l'océan Indien, connaît un développement économique et social important mais se pose aujourd'hui la question de la durabilité. Comment tirer parti de la situation spécifique du territoire pour concevoir un modèle de durabilité adapté à l'île et dont pourraient s'inspirer d'autres espaces similaires ? Quel développement durable mettre en place dans un petit espace insulaire ?

L'article

La consommation énergétique des ménages à la Réunion : vers un retour à l'autonomie par le biais des énergies renouvelables

SAVIDAN, L. / SCHAFFAR, A. / DIMOU, M. / GARDE, F., ETUDES CARIBEENNES, 2008, 12 p.

Cet article étudie l'évolution de la consommation énergétique des ménages à la Réunion entre 1980 et 2005, en mettant l'accent sur le domaine de la consommation domestique d'électricité. Il montre que cet espace, autonome sur un plan énergétique au début des années 1980, a connu une dépendance de plus en plus forte vis-à-vis des approvisionnements en ressources fossiles durant les deux dernières décennies, sous la pression des mutations démographiques, économiques et sociologiques engagées. Depuis le début des années 2000, sous l'impulsion des politiques publiques, essentiellement fiscales, la Réunion s'engage dans le développement des énergies renouvelables. Ainsi, elle s'affiche en tête des régions françaises et européennes dans la maîtrise de la production photovoltaïque.

Géographies

Madagascar

L'ouvrage

Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar

SANDRON, F., KARTHALA, 2009, 238 p.

Cote PMG.24

À Madagascar, la faiblesse de l'intensification de l'agriculture confrontée à une forte croissance démographique rend la question foncière d'autant plus prégnante que les principales régions agricoles connaissent une saturation de leurs ressources en terre. Face à la rareté, la demande de sécurisation foncière de la part des populations rurales devient donc de plus en plus impérieuse. C'est dans ce sens qu'une ambitieuse réforme foncière a été impulsée par les pouvoirs publics en 2005. S'il est trop tôt pour en dresser un bilan, cet ouvrage propose un état des connaissances de la question foncière à la lueur de l'examen des résultats d'expériences passées et d'une réflexion sur les évolutions en cours. Dans une démarche pluridisciplinaire, en complément des aspects juridiques et historiques, il fournit donc une analyse des enjeux fonciers dans le milieu rural malgache.

Le rapport web

La concertation peut-elle contribuer à la gestion durable d'une ressource halieutique ? La pêche crevettière et l'expérience du projet ZAC à Madagascar

MORLAT, L. / ANDRIANAIVOJAONA, C. / N LE MAREC, R. / NEU, D., GROUPE DE RECHERCHE ET D'ECHANGES TECHNOLOGIQUES, 2009, 160 p.

La ressource crevettière à Madagascar fait l'objet d'une intense exploitation par des pêcheurs industriels, des pêcheurs artisanaux et ceux dits « traditionnels ». Ces trois secteurs se partageant la même ressource, ils entrent souvent en conflit et leur importante activité de pêche provoque une diminution notable des stocks de crevettes. Face à ces difficultés, le projet Zones d'aménagement concerté (ZAC), financé par l'Agence française de développement (AFD), a été mis en place avec pour maître d'ouvrage le ministère de l'Agriculture, de l'élevage

et de la pêche (MAEP) et pour maître d'œuvre, le groupement des aquaculteurs et pêcheurs de crevettes de Madagascar (GACPM). Ce projet est basé sur le principe d'une participation des différents acteurs concernés par l'exploitation des ressources halieutiques à la décision en matière de gestion. Partant de l'hypothèse que ces différents acteurs, concurrents pour la ressource, ont un intérêt commun à la préserver sur le long terme, une telle démarche avait comme objectif de favoriser la connaissance et la reconnaissance mutuelle entre acteurs, de prendre davantage en compte la réalité locale, de favoriser la négociation de règles faisant consensus et, de ce fait, de contribuer à une régulation effective de l'exploitation des crevettes

L'article

Spécificités des dynamiques de pauvretés dans deux régions rurales de Madagascar

GONDARD-DELCROIX, C., ECONOMIE RURALE, 2009, 19 p.

À Madagascar, les populations rurales, qui représentent plus des trois-quarts de la population totale, sont les plus touchées par la pauvreté. La mise en œuvre de politiques socio-économiques efficaces passe donc par une meilleure connaissance des mécanismes explicatifs de la pauvreté rurale. L'article s'interroge sur les trajectoires rurales de pauvreté en s'appuyant sur la distinction entre pauvreté chronique et pauvreté transitoire : ces formes distinctes de pauvreté ont-elles des déterminants spécifiques qui justifieraient la mise en œuvre de politiques différenciées ? L'étude appliquée répond à cette question tout en soulignant l'intérêt de prendre en compte les aspects géographiques du phénomène.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Société civile et efficacité de l'aide : enseignements, recommandations et bonnes pratiques

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES, 2010, 169 p.

Cote R3.220

Dans le programme d'action d'Accra (2008), les donateurs et les gouvernements des pays en développement se sont engagés à approfondir leur engagement avec les organisations de la société civile (OSC). L'amélioration de l'aide au développement requiert qu'on fasse plus largement connaître le programme d'action à l'appui de l'efficacité de l'aide et qu'on reconnaisse le rôle que jouent les OSC tant en leur qualité d'acteurs du développement que comme donateurs ou bénéficiaires de l'aide et partenaires. Cet ouvrage contient d'abondantes informations sur la mise en œuvre des recommandations relatives à la société civile et à l'efficacité de l'aide qui se sont dégagées du Forum de haut niveau d'Accra et de ses travaux préparatoires. Ces recommandations s'adressent à une large communauté, notamment aux gouvernements des pays en développement, aux donateurs et aux OSC des pays en développement et des pays développés. Le rapport fait la synthèse des conclusions et recommandations formulées par le groupe consultatif sur la société civile et l'efficacité de l'aide qui a été mis en place dans la perspective du Forum d'Accra. Il s'appuie sur des travaux d'analyse, des consultations avec un grand nombre de parties prenantes et des études de cas menées en 2007 et 2008.

Le rapport web

Ownership : l'appropriation des politiques de développement, de la théorie à la mise en pratique

RAFFINOT, M., DIAL, 2009, 21 p.

L'appropriation des politiques de développement est devenue la base du nouveau consensus international formulé dans la Déclaration de Paris (2005). Les fondements théoriques de cette approche n'ont guère été explicités, et il est difficile de considérer que les documents de stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP) traduisent réellement les

options autonomes des gouvernements, notamment parce que ces documents demeurent généralement inchangés lors des alternances politiques. Le problème de base est que ces DSRP censés traduire l'appropriation sont « approuvés » en fin de compte par les institutions de *Bretton Woods*, ce qui les rend juges et parties. Différentes options peuvent être envisagées pour faire progresser l'appropriation en pratique, tant au niveau institutionnel (une évaluation par les pairs pourrait aider à résoudre ce dilemme) qu'au niveau du contenu de l'évaluation de la qualité de l'appropriation.

L'article

L'annulation de la dette du Tiers Monde

VIVIEN, R., CRISP, 2010, 78 p.

La crise qui a éclaté en 2008 dans les pays du Nord s'est répercutée sur tous les continents, l'Afrique en tête. La majorité des pays du Sud sont surendettés et leurs ressources financières, amputées à concurrence du remboursement de la dette, ne permettent toujours pas de satisfaire les besoins fondamentaux de leurs populations, malgré les promesses d'annulation de dette formulées par les grands bailleurs de fonds internationaux. Se pose alors la question de l'efficacité des différentes initiatives mises en place au niveau international pour traiter le problème de l'endettement du Sud, dont le FMI et la Banque mondiale sont les chefs d'orchestre. Dans quelle mesure les créanciers internationaux ont-ils changé de stratégie en matière d'allègement de dettes ? En Belgique, la notion d'audit de la dette du tiers-monde avait été au cœur d'une résolution adoptée par le Sénat le 29 mars 2007. Plus de deux ans après l'adoption de ce texte, le gouvernement, dont la composante libérale s'était abstenue lors du vote de la résolution, l'ignore entièrement et s'aligne sur les positions du Club de Paris. Quelle est la position défendue par la Belgique au sein du FMI et de la Banque mondiale, où son poids est relativement important ? Quelle est sa marge de manœuvre concernant ses créances bilatérales sur les pays en développement ? Renaud Vivien s'attache à éclairer les multiples enjeux de ces questions.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Le développement aux périls de la finance : le prix de la crise

TRAIMOND, P., L'HARMATTAN, 2010, 257 p.

Cote E3.227

Les pays émergents deviennent parties prenantes des bulles et des crises financières mondiales, qu'ils les subissent ou qu'ils les amortissent. Le développement durable remet en question les conditions de l'accumulation originelle et les étapes du développement de ces pays. Une finance des extrêmes se développe, fruit de l'usure, de la finance informelle et de la micro finance. L'informatique, le numérique, dans leur essor, constituent des vecteurs nouveaux de ces mutations mondiales. Il résulte de ces changements que certains pays émergents comme la Chine et les pays asiatiques vont s'imposer au monde à la faveur de la crise actuelle, tandis que d'autres, notamment en Afrique, ne sortiront pas des marais du sous-développement et en seront les premières victimes.

Le rapport web

De l'alphabétisation à l'apprentissage tout au long de la vie : tendances, enjeux et défis de l'éducation des jeunes et des adultes en Amérique latine et aux Caraïbes

TORRES, R.M., UNESCO, 2009, 81 p.

Ce rapport régional a été préparé dans le cadre du processus aboutissant à la sixième conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI), organisée par l'UNESCO. Que s'est-il passé en Amérique latine et aux Caraïbes en termes d'enseignement et d'apprentissage et d'éducation des adultes (ALE) en particulier, depuis CONFINTEA V (Hambourg, 1997) ? Existe-t-il des avancées quantitatives et qualitatives par rapport aux missions et aux défis principaux identifiés il y a plus de dix ans ? Qui sont les nouveaux acteurs intervenant dans ce domaine ? De nouvelles réflexions et stratégies sont-elles en place ? Quel effet

l'expansion des technologies modernes de l'information et de la communication (TIC) a-t-elle eu dans ce domaine ? Quelles leçons ont été tirées au cours de la décennie écoulée ? Quels sont les principaux enjeux, tendances et défis auxquels l'ALE est aujourd'hui confrontée par rapport aux scénarios régionaux et internationaux actuels ? Quels paramètres définissent la « bonne pratique » en ALE ? Comment le paradigme proposé de l'apprentissage tout au long de la vie est-il reçu, interprété et utilisé dans les cadres législatifs, les politiques, les programmes et les pratiques en matière d'éducation, de formation et d'apprentissage en général, et en particulier des jeunes et des adultes, dans les différents pays ? Voilà quelques-unes des questions que traite ce document et qu'il souhaite éclairer. Il a pour objet d'aider à provoquer et à organiser une réflexion et un débat informé bien nécessaires sur l'ALE et l'apprentissage tout au long de la vie.

L'article

La faim dans le monde : vraies et fausses solutions

MADAULE, S., PROBLEMES ECONOMIQUES n° 2988, 2010, 10 p.

Les terribles émeutes de la faim de l'été 2008 ont brutalement ramené au premier plan la question de l'équilibre alimentaire de la planète. Les mouvements erratiques des marchés internationaux ont montré que ces derniers pouvaient être un facteur de diffusion de la faim. Pour que la lutte contre la faim soit réellement efficace, l'investissement dans l'agriculture et l'alimentation dans les pays en développement doit redevenir une priorité. Cet investissement ne sera néanmoins suivi d'effets, selon l'auteur, que s'il s'accompagne d'une régulation des marchés, seule susceptible de permettre à l'économie libérale de produire tous ses bienfaits

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : enseignement supérieur

- GEOGRAPHIE : Tunisie

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Jean-Michel SEVERINO

Responsable de la rédaction : Philippe CABIN

Coordination : Cedric JOSEPH-JULIEN, Chantal SARALLIER

Réalisation : Cedric JOSEPH-JULIEN, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER

Graphisme : Solange MUNZER • **Saisie/mise en page :** Marcelle LARNICOL

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43